

économique du Canada ont beaucoup aggravé ce problème du chômage massif.

En étudiant le chapitre sur la croissance et la politique économiques, on constate que M. Johnson indique nettement que «au cours des cinq dernières années une inquiétude profonde s'est fait jour, à propos de la lenteur de la croissance économique dans les trois pays d'expression anglaise de la région de l'Atlantique Nord, soit le Royaume-Uni, les États-Unis et le Canada.» Il ajoute ensuite:

Aux États-Unis et au Canada la croissance lente s'est accompagnée d'autres phénomènes de stagnation économique: un niveau moyen de chômage plus élevé que le niveau habituel, une capacité industrielle excédentaire et une faible reprise économique à la suite des récessions...

Il compare la situation au Royaume-Uni l'année précédente, soit en 1962-1963, et celle qui existait dans les autres pays de l'Europe occidentale. Puis il dit:

La lenteur de la croissance dans ces trois pays...

Le Royaume-Uni, les États-Unis et le Canada.

...tranche nettement sur la croissance économique rapide de l'Europe d'après-guerre et sur les taux de croissance relativement élevés que le Canada et les États-Unis ont connus tout de suite après la guerre.

Nous constatons maintenant que l'Europe, du point de vue de la concurrence, fait face à des frais élevés et surtout à la hausse du coût de la main-d'œuvre. Monsieur l'Orateur, je prétends qu'une augmentation sensible des prix est surtout l'indice plutôt que la cause d'un problème économique. Ceux qui s'intéressent à ce problème appelé vaguement «inflation» devraient chercher à ralentir au lieu d'augmenter le taux de croissance de la demande des biens et services. Après mûre réflexion, je me demande si le chef de l'opposition a fait quelque chose pour régler cet important problème économique.

● (5.20 p.m.)

La politique monétaire vise à favoriser la croissance économique. Notre objectif est une expansion dynamique et soutenue de la demande dans le domaine économique. Ces deux dernières années, l'ensemble des dépenses en biens et services s'est élevé de près de 10 p. 100. Au Canada, l'entreprise privée et les gouvernements ont fait d'importantes immobilisations. Elles se sont élevées à plus de 15 p. 100 au cours de chacune des deux dernières années. Le chômage a été réduit aux plus bas niveaux jamais atteints et la plupart des industries travaillent presque à plein rendement.

Je voudrais parler tantôt d'observations classiques faites par Von Haberler en 1933 pour décrire certains problèmes que pose le relèvement et qui semblent indiquer que les économistes se rendent parfaitement compte que l'économie se maintient actuellement à

un niveau très proche de son plein rendement et que la pression exercée par la demande surchargera probablement nos moyens de production. Je crois que c'est le principal avertissement du discours du ministre des Finances (M. Sharp). La politique monétaire doit toujours tenir compte du fait que nous devons emprunter des capitaux considérables d'institutions et marchés financiers des États-Unis pour combler le déficit actuellement assez important de notre balance des paiements. Ce n'est pas un nouveau phénomène au Canada et nous connaissons bien cette particularité de notre commerce. Aux États-Unis, les taux d'intérêt ont augmenté sensiblement ces derniers mois, ce qui constitue un fardeau particulier pour les emprunteurs et présente un nouveau problème pour le Canada. Les emprunteurs éprouvent beaucoup plus de difficultés à trouver l'argent nécessaire et ils doivent payer des taux d'intérêt plus élevés. Il s'agit en somme d'un nouveau problème de crédit.

Étant donné que le total des prêts bancaires non remboursés s'est accru de 16 p. 100 au cours de l'année qui s'est terminée en février 1966, je crois que nous pouvons nous rendre compte du grave problème que pose l'économie qui connaît une période rapide d'expansion. Clarence L. Barber de l'Université du Manitoba est un économiste pour qui depuis nombre d'années j'ai beaucoup d'estime. En parlant d'austérité en 1962, il affirme:

La source de nos difficultés actuelles remonte à l'année où les conservateurs sont revenus au pouvoir. Le gouvernement fédéral ne s'était aucunement rendu compte que le Canada en 1957 s'engageait dans une période qui exigerait une habile gestion monétaire et financière. Ce problème incombaît au gouvernement au pouvoir. Si la situation avait été prise en main, le Canada s'en serait tiré brillamment. En fait, après cinq ans de lente expansion et d'un haut niveau de chômage, nous nous sommes embourbés dans ce pétrin.

Tous les députés de ce côté-ci de la Chambre aiment à croire, je pense, que si un gouvernement libéral est capable d'accomplir des choses, il y réussit particulièrement dans le secteur des finances. Songeons à des gens comme Dunning, Ilsley, Abbott, Harris, Gordon et, selon nous, le nom de Sharp se réclame de la même tradition. J'estime que C. D. Howe a fait un apport unique sans doute à notre expansion.

L'hon. M. Ricard: Tous ces gens étaient-ils blancs?

M. Matheson: Je ne saisis pas du tout l'intervention du député. Je continue la citation:

En 1957, le Canada a connu...

C'est ce que dit le professeur Barber...

...une poussée sans précédent de ses dépenses d'investissement. On a aménagé le *Trans-Canada*